Le climat politique au Burundi s’alourdit dangereusement

@rib News, 13/06/2014 â€“ Source Le Soir La peur gagne du terrain au Burundi Le carnet de Colette Braeckman - 10 juin 2014 Restrictions Ã la libertÃ© de la presse, arrestation du plus connu des dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme, Pierre Claver Mbonimpa, accusÃ© dâ€™atteinte Ã la sÃ»retÃ© de lâ€™Etat, mandats dâ€™arrÃªt contre des opposants politiques, r dâ€™exÃ©cutions extrajudiciairesâ€¦ Le climat politique au Burundi sâ€™alourdit dangereusement et la fuite dâ€™un docume confidentiel Ã©manant de la BINUB (Mission des Nations unies au Burundi) a rappelÃ© de mauvais souvenirs, vingt ans aprÃ¨s le gÃ©nocide au Rwanda : reprenant plusieurs sources convergentes, ce rapport accusait le parti au pouvoir, CNDD-FDD, (Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie) dâ€™avoir distribuÃ© des armes aux Â« Imbonerakure Â» groupes de jeunes Â« sportifs Â» organisÃ©s en milices et de les avoir entraÃ®nÃ©s dans des camps situÃ©s en territoire congolais. Selon de nombreux tÃ©moignages, les Â« Imbonerakure Â» rÃ¨gnent en maÃ®tres sur les collines et ils inspirent une peur telle que bien des citoyens nâ€™osent plus circuler dÃ¨s la tombÃ©e de la nuit.

AprÃ¨s la publication du rapport cependant, les Nations unies, depuis New York, ont fait marche arriÃ¨re et refusÃ© de confirmer les accusations. Mais le mal Ã©tait fait : la crainte dâ€™un deuxiÃ¨me gÃ©nocide plane dÃ©sormais sur le Burundi. comparaison avec le Rwanda de 1994 ne rÃ©siste cependant pas Ã lâ€™analyse, pour une raison essentielle : les fractures dâ€™aujourdâ€™hui nâ€™Ã©pousent pas le clivage ethnique. Certes, le parti Uprona, qui reprÃ©sente les Tutsis et participe a institutions et au gouvernement en vertu des accords de paix dâ€™Arusha, sâ€™est rÃ©cemment opposÃ© au gouvernement refusÃ© une modification de la Constitution. Mais il est loin dâ€™Ãªtre le principal adversaire du parti au pouvoir. En effet, arrivant au terme de deux mandats prÃ©sidentiels, le CNDD-FDD se comporte de plus en plus comme un parti unique.

Les autres formations recrutant parmi les Hutus, le FRODEBU, (Front pour la dÃ©mocratie au Burundi) et surtout le FNL (Front national de libÃ©ration),le dernier des mouvements rebelles Ã Ãªtre rentrÃ© dâ€™exil, dÃ©noncent la main mise sur les institutions, la corruption dâ€™une nouvelle Ã©lite, plus Â« gourmande Â« encore que les prÃ©cÃ©dentes. Autrement dit, le cl selon lequel les Tutsis seraient les seuls oppresseurs a depuis longtemps volÃ© en Ã©clats : la majoritÃ© hutue a aujourdâ€™h dÃ©couvert quâ€™un pouvoir hutu pouvait lui aussi accaparer les richesses et pratiquer le clientÃ©lisme ! Dâ€™autres facteu encore infirment la comparaison avec le Rwanda de 1994 : formÃ©e par des annÃ©es de combat dÃ©mocratique et par dâ€™interminables nÃ©gociations de paix, modelÃ©e par deux dÃ©cennies de prÃ©sence internationale, la sociÃ©tÃ© civile burundaise est demeurÃ©e active et vigilante. Disposant de nombreux relais dans le pays et Ã lâ€™Ã©tranger, sâ€™appuyant une presse dont la libertÃ© de ton Ã©tonne dans la rÃ©gion, câ€™est sans arrÃªt quâ€™elle dÃ©nonce scandales et malvers elle reprÃ©sente, malgrÃ© les intimidations, -comme lâ€™arrestation de Pierre-Claver Mbonimpa- un vÃ©ritable contre pouvoir Par ailleurs, malgrÃ© la corruption et les tendances policiÃ¨res de certains de ses dirigeants, le parti au pouvoir lui-mÃªme nâ€™est pas homogÃ¨ne. De nombreux militants sont en dÃ©saccord avec lâ€™aile dure, qui souhaiterait Ã tout prix modifier Constitution (malgrÃ© lâ€™Ã©chec dâ€™une premiÃ¨re tentative) et permettre au prÃ©sident Nkurunziza de se prÃ©senter en dâ€™obtenir un troisiÃ¨me mandat. En outre, selon des observateurs familiers dâ€™un milieu rural oÃ¹ se retrouve lâ€™Ã©cr majoritÃ© de la population, le parti au pouvoir demeure crÃ©ditÃ© de rÃ©elles avancÃ©es sociales : la gratuitÃ© de lâ€™ense primaire et la multiplication des nouvelles Ã©coles, lâ€™accÃ¨s aux soins gratuits pour les jeunes mÃ¨res et les femmes enceintes. MÃªme si les dÃ©tracteurs assurent que ces bÃ©nÃ©fices sociaux sont des coquilles vides et que la qualitÃ© des services publics est en chute libre, les plus pauvres des Burundais gardent le sentiment que les anciens rebelles du CNDD sont les premiers Ã sâ€™Ãªtre rÃ©ellement souciÃ©s de leur sort. Â« Si le prÃ©sident sortant, Pierre Nkurunziza, se prÃ©sente pour un troisiÃ¨me mandat, violant ainsi la Constitution et lâ€™esprit des accords de paix dâ€™Arusha, il sera rÃ©Â grÃ¢ce au vote massif des campagnes Â» nous assure un agronomeâ€¦ La bombe fonciÃ¨re A Bujumbura par contre, outre la question Ã©lectorale, un autre sujet, moins mÃ©diatisÃ©, est tout aussi crucial : le problÃ¨me foncier. Rappelons que les accords de paix, dans la perspective du retour dâ€™exil de centaines de milliers de Hutus rÃ©fugiÃ©s essentiellement en Tanzanie avaient prÃ©vu la mise en place de la CNTB, Commission nationale des terres et autres biens, chargÃ©e dâ€™examiner les titres de propriÃ©tÃ© de personnes qui, Ã la suite des grands massacres de Hutus en 1972, avaient Ã©tÃ© chassÃ©es du pays. Le nouveau prÃ©sident de cette commission, lâ€™abbÃ© Sarapion, est accusÃ© de partialitÃ© et, si dans campagnes, des arbitrages au sujet des terres rÃ©clamÃ©es ont menÃ© Ã des solutions Ã lâ€™amiable, Ã Bujumbura, les revendications ont pris un tour beaucoup plus aigu. Non seulement la CNTB est accusÃ©e de corruption, de jugements arbitraires, dâ€™expropriations non fondÃ©es, mais on assiste Ã des chocs frontaux entre dâ€™une part la petite et moyenne bourgeoisie de la capitale, qui compte de nombreuses familles tutsies redoutant dâ€™Ãªtre expropriÃ©es, et de lâ€™autre des exilÃ©s hutus de 1972 qui reviennent en brandissant dâ€™anciens titres de propriÃ©tÃ©â€¦Or en 40 ans, les maisons ont eu l temps de changer plusieurs fois de propriÃ©taires et les occupants les plus rÃ©cents exhibent eux aussi des documents parfaitement lÃ©gaux ! Lâ€™inquiÃ©tude des citadins, parmi lesquels de nombreux Tutsis, pourrait susciter la renaissance des milices Â« Sans Echec Â» et autres groupes paramilitairesâ€¦ Incertitude sur les perspectives Ã©lectorales, emprise croissante du parti au pouvoir, problÃ¨mes fonciers : mÃªme si les autoritÃ©s souhaitent son dÃ©part, la Mission des Nations unies au Burundi estime que sa prÃ©sence est plus nÃ©cessaire que jamais â€¦